

***Communiqué de l'intersyndicale de l'Université de Strasbourg
sur la restructuration du service de la Direction informatique
(Le 3 juillet 2012)***

Les organisations syndicales soussignées, représentant à la fois les personnels de la Direction Informatique (DI) et ses utilisateurs, inquiets de voir un service important de notre université déstabilisé, ont pris connaissance de la situation et du mécontentement des personnels provoqué par la nouvelle proposition de réorganisation de la DI issue des travaux du cabinet ADVAL, en date du 26 Juin.

Après qu'elles aient assisté à la réunion des personnels de la DI avec le DGS adjoint, le directeur de la DI et un représentant de la société de consultance, les organisations soussignées ont constaté que le consultant, en étroite collaboration avec le directeur de la DI, n'a tenu aucun compte du travail réel exécuté par les agents, alors que ceux-ci mettent en œuvre au quotidien des stratégies, des collaborations et des synergies tout autres que celles ayant fait l'objet du rapport de consultance.

Négligeant l'importance de l'augmentation considérable des charges intervenues ces dernières années avec la fusion et les nouveaux projets, la solution dite « V12 », soutenue par le cabinet et le directeur de la DI, prétend améliorer les performances de l'exploitation et la porter au niveau "industriel" – ce qui est contestable pour un service d'université -, en regroupant l'ensemble des personnels issus de l'exploitation dans un nouveau département production. Cette solution ignore complètement l'interpénétration des activités de développement et d'exploitation, parfois exécutées par la même personne ou par des collègues très proches, interpénétration particulièrement forte dans les départements "Services métiers" et "Infrastructure".

Cette ignorance du fonctionnement réel du service ainsi que l'imposition d'une restructuration contre l'avis du Comité de direction ont provoqué la révolte légitime des personnels. Ceux-ci, de même que les représentants syndicaux, ont été particulièrement choqués par la suffisance et l'arrogance de ceux qui étaient persuadés d'avoir raison contre l'avis de 80 personnels de terrain.

Il nous paraît également inacceptable que la réflexion portant sur cette version « V12 » ait été menée, dans un premier temps, à l'insu du Comité de direction de la DI. **Plus scandaleux encore, le résultat de la réflexion du comité de direction a été modifié à son insu, à l'initiative du cabinet de consultance et du directeur de la DI, par l'ajout d'arguments non pertinents en faveur de cette solution.**

Les organisations syndicales demandent par conséquent à la présidence de l'Université et à la Direction générale des services l'abandon pur et simple de cette solution "V12" et exigent qu'on laisse le personnel mener à bien la mise en œuvre du précédent plan de réorganisation TOPASE, en procédant éventuellement à des modifications à la marge souhaitées ou acceptées par tous.

Au vu de la situation et des tentatives de manipulation, les organisations syndicales soussignées posent avec gravité les trois questions suivantes :

- celle de la légitimité du directeur actuel de la DI ;**
- celle de la pertinence d'un nouveau recours infructueux et dépensier à une société de consultance en période de restriction budgétaire ;**
- celle enfin de la responsabilité de l'équipe présidentielle et de la Direction générale des services dans la stratégie et les choix opérés qui ont conduit les personnels de la DI à connaître trois directeurs successifs en trois ans et ainsi à devoir travailler dans un climat d'instabilité permanente.**

Les personnels étant déterminés à se faire entendre et à faire entendre raison à la direction, en durcissant le mouvement si nécessaire, les organisations soussignées apporteront tout le soutien utile à la satisfaction de leurs revendications.

SNESUP-FSU, SNCS-FSU, SNASUB-FSU, SNTRS-CGT, SES-CGT, SNPREES-FO, SUD Education Uds, SGEN-CFDT de l'Uds.